

## *Global Gateway*

# *Une coopération au service du Sud... ou de l'Europe ?*



Lora Verheecke

Décembre 2025

## En quelques mots...

- Lancée officiellement par la Commission européenne en 2021, la stratégie européenne du Global Gateway se développe à grande vitesse et fait désormais figure de position officielle de la Belgique.
- Cette stratégie marque un changement de paradigme par rapport à la Coopération internationale : présentée au départ sous l'angle de la solidarité, il est désormais clair qu'elle sert surtout le développement économique des multinationales européennes dans les pays du Sud.
- Le Global Gateway est une réponse à la dépendance économique de nos pays par rapport à la Chine, tout particulièrement dans le domaine de l'approvisionnement en ressources comme les minéraux rares.
- Les programmes Global Gateway de la Belgique et de l'Union Européenne soutiennent des projets dont les préoccupations environnementales et sociales sont rarement la priorité.

2

Paul Kagame, le très autocratique président du Rwanda, n'est pas une figure inconnue en Belgique. Ces derniers mois, **les relations entre le Rwanda et la Belgique sont tendues en raison de l'implication du Rwanda dans le conflit à l'est du Congo**. Ces tensions ont abouti à la rupture unilatérale, par Kigali, des relations diplomatiques entre les deux pays. Les Nations unies estiment que la RD Congo est confrontée à l'une des plus grandes crises de déplacements internes au monde, avec plus de 7,3 millions de personnes déplacées en avril 2024<sup>1</sup>. Ce conflit est notamment nourri par la convoitise pour les minéraux du sous-sol de l'ancienne colonie belge, minéraux dont les milices financées par le président rwandais cherchent à prendre le contrôle.

Pourtant, Paul Kagame s'est rendu à Bruxelles le 9 octobre 2025 dans le cadre d'un sommet européen. Ce sommet était centré sur le Global Gateway, la nouvelle stratégie européenne de partenariats internationaux. À cette occasion, le président rwandais dira<sup>2</sup> : « Nous sommes ici pour parler de partenariats ; toutefois, ce terme signifie des choses différentes selon les personnes ».

<sup>1</sup> <https://news.un.org/fr/story/2025/06/1156061>

<sup>2</sup> <https://www.paulkagame.rw/global-gateway-forum-remarks-by-president-kagame-brussels-9-october-2025/>

## La nouvelle vision européenne du développement

Le Global Gateway – dont la traduction en français pourrait ressembler à « portail mondial » – est, selon le ministère français des Affaires étrangères<sup>3</sup>, une stratégie mise en place par l'Union européenne dans le but de « contribuer au développement des pays partenaires émergents et en développement [...] en s'appuyant sur la mobilisation du secteur privé ».

3

Le Global Gateway n'est pas nouveau. Son nom circule dans les couloirs des institutions européennes depuis 2017. En effet, à l'époque, les États membres et la Commission européenne voient d'un mauvais œil les investissements chinois à travers le monde et ils craignent de perdre leur influence économique et politique. Toutefois, il faudra attendre 2021 pour le lancement officiel du Global Gateway. La pandémie révèle la faiblesse des chaînes d'approvisionnement des multinationales européennes. L'Europe veut reprendre le contrôle de la chaîne de production dans certains secteurs économiques (automobile, électronique, pharmaceutique, etc.) et elle veut une plus grande autonomie (comprenez : une plus faible dépendance envers la Chine).

C'est dans ce contexte que naît le Global Gateway. Dès le début, sa gouvernance est floue et elle se précisera seulement au fil des années ; mais son idéologie est claire : mettre le pouvoir économique et politique de l'Union européenne (UE) au cœur de la relation de l'Europe avec le reste du monde. Pour ce faire, l'Europe décide de mettre de côté ses priorités d'alors - la réduction de la pauvreté, l'amélioration de l'économie locale ou l'égalité hommes-femmes. Elle place désormais au cœur de sa stratégie de partenariats à travers le monde la promotion de l'investissement de ses entreprises dans de grands projets d'infrastructure. Et elle le fait avec le budget européen de la coopération au développement, arguant que les pays du Sud réclament des investissements et que ceux de l'Europe contribuent au développement durable.

Ainsi, on ne parle plus de programmes de développement qui favorisent la protection sociale, l'émergence d'une société civile ou l'agriculture familiale dans les pays les plus vulnérables du monde. Le Global Gateway finance plutôt des multinationales centrées sur l'exportation de fleurs et de sauce tomate du Nigeria vers l'Union européenne, ou la rénovation de barrages et de trains construits durant l'époque coloniale. Ces projets s'apparentent plus à un programme de facilitation du commerce européen. D'ailleurs, la directrice de l'AWEX<sup>4</sup>, l'Agence wallonne d'exportations et d'investissement, décrit le

<sup>3</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement-2023/article/qu-est-ce-que-la-strategie-europeenne-global-gateway>

<sup>4</sup> <https://www.awex-export.be/fr/plus-d-infos/actualites/global-gateway-profitez-des-fonds-europeens-pour-mener-a-bien-vos-projets-dans-des-pays-tiers>

Global Gateway comme **une « stratégie qui ouvre les portes des marchés internationaux »**. Mais ces portes s'ouvrent **grâce à l'argent de la coopération internationale**, initialement pensée comme un programme de solidarité pour que tous et toutes puissent avoir accès à des droits essentiels tels que la santé, l'éducation, l'eau potable, un emploi décent, etc.

Ces projets sont coûteux et mis en œuvre par des entreprises privées, principalement européennes. Elles accèdent à des conditions financières privilégiées (taux réduits, garanties, assurances, etc.) au travers de la Banque européenne d'investissement (BEI), principale banque publique du Global Gateway, une sorte de « Banque mondiale » européenne.

**Le Global Gateway est « un changement d'une logique purement orientée vers le développement à une approche focalisée sur les intérêts, en alignant les investissements en infrastructures avec les objectifs économiques et géopolitiques de l'UE »**

Gracia Maria Perez Vico et Thomas Pelletier, Collège d'Europe, Mars 2025<sup>5</sup>

## De grands projets mais aussi d'importants changements politiques

Mais le Global Gateway n'est pas seulement une histoire de grands projets. **Il existe aussi des accords de partenariats Global Gateway et des demandes politiques de réformes structurelles**. C'est ainsi par exemple qu'avant que de grands projets énergétiques voient le jour en Asie centrale, l'Union européenne va favoriser la libéralisation du marché de l'électricité.

Durant la présidence belge du Conseil européen, en 2024, notre pays a poussé un projet estampillé Global Gateway en Afrique : la création d'une agence des médicaments de l'Union africaine (UA). La Belgique contribue aussi économiquement à ce projet à hauteur de 4 millions d'euros. L'agence vient d'être inaugurée<sup>6</sup> au Rwanda et son financement viendra partiellement de l'industrie pharmaceutique. Même si le but peut être louable - améliorer la réglementation des médicaments en Afrique pour s'assurer de leur sûreté et de leur commercialisation plus simple et donc plus rapide à travers le continent – l'agence peut aussi empêcher la production de génériques moins chers (en devenant la police des brevets) et favoriser l'octroi de brevets sur des pratiques médicales ancestrales et/ou indigènes - donc leur privatisation et leur exploitation commerciale.

<sup>5</sup> [https://www.coleurope.eu/sites/default/files/uploads/page/policy\\_paper\\_vol6\\_.pdf](https://www.coleurope.eu/sites/default/files/uploads/page/policy_paper_vol6_.pdf)

<sup>6</sup> <https://www.nature.com/articles/d44148-025-00350-8>

Enfin, avant que des projets voient le jour, l'Union européenne signe des accords avec des pays du Sud. Ces accords ont le nom de mémorandums. C'est le premier pas d'une coopération accrue entre le pays signataire et l'Union européenne. Le second pas est la mise en place de projets concrets. **L'Union européenne a signé un « memorandum of understanding » (MOU, protocole d'accord) avec le Rwanda en février 2024.** Cet accord prévoit de développer des « chaînes de valeur durables » dans le secteur des minerais critiques du Rwanda, autrement dit de **renforcer l'importation européenne de minerais rwandais**. Or, le Rwanda possède peu de ressources minières dans son sous-sol. Il soutient plutôt des milices armées, tels que le M23, qui pillent le sous-sol congolais. D'après les Nations unies<sup>7</sup>, **certaines minéraux transformés et expédiés du Rwanda**, tels que le coltan, **proviennent illicitemente de la République démocratique du Congo (RDC)**. D'ailleurs, en février 2025, le Parlement européen a adopté une résolution<sup>8</sup> qui « prie instamment la Commission et le Conseil de suspendre immédiatement le protocole d'accord UE-Rwanda sur les chaînes de valeur durables pour les matières premières jusqu'à ce que le Rwanda prouve qu'il ait mis fin à son ingérence et qu'il ait cessé d'exporter des minéraux extraits des zones contrôlées par le M23. » L'AFC/M23 a pris violemment le contrôle de Goma, à l'est de la RDC, en janvier 2025, et, depuis, progresse dans cette région, mettant en place, avec le soutien des troupes rwandaises, une véritable administration parallèle à celle de l'État congolais.

**« Peu d'Européens se rendent compte à quel point l'UE et Donald Trump ont en réalité beaucoup en commun : une soif insatiable de minéraux provenant du Congo et du Rwanda. »**

Tigere Chagutah, directeur régional pour l'Afrique australe et de l'Est à Amnesty International, 22 mai 2025<sup>9</sup>

Lors de la venue de Paul Kagame à Bruxelles, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé que le montant des projets Global Gateway attendrait 400 milliards d'euros d'ici à 2027. Les projets soutenus financièrement par le Global Gateway le sont souvent à travers la Banque européenne d'investissement mais celle-ci ne finance qu'une partie, une autre partie provenant souvent des États du Sud, faisant ainsi gonfler leur dette. Or, selon les Nations unies<sup>10</sup>, en 2024, la dette publique des pays en voie de développement atteignait 31 000 milliards de dollars.

La moitié des projets Global Gateway concernent l'Afrique et la zone Moyen-Orient/Afrique du Nord<sup>11</sup>. Les autres régions incluent l'Amérique latine mais aussi l'Asie et les pays à l'est de l'Union européenne. **Cinq secteurs sont prioritaires pour les projets du Global**

<sup>7</sup> <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n24/373/37/pdf/n2437337.pdf>

<sup>8</sup> [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-10-2025-0020\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-10-2025-0020_FR.html)

<sup>9</sup> <https://euobserver.com/eu-and-the-world/ara5bb207b>

<sup>10</sup> <https://unctad.org/fr/publication/un-monde-de-dettes>

<sup>11</sup> [https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway\\_en](https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway_en)

**Gateway : le numérique, le climat et l'énergie, le transport, la santé, et l'éducation et la recherche.** La moitié des projets concernent le secteur de l'énergie et le climat. Cela peut concerter la construction de panneaux solaires mais aussi l'ouverture de mines ou des projets d'hydrogène vert. **Il y a une grande absente dans ces programmes : l'agriculture, et encore plus l'agroécologie.** En septembre 2025, Entraide et Fraternité, avec d'autres associations, indiquaient déjà aux autorités européennes et belges que la stratégie Global Gateway apportait une attention accrue aux investissements dans des modèles orientés vers l'exportation et à forte intensité de capital, qui marginalisent souvent les systèmes agroécologiques locaux gérés par les agriculteurs et agricultrices<sup>12</sup>.

## Un soutien public pour des acteurs privés européens influents

Le Global Gateway n'est pas un projet uniquement porté par les institutions européennes. Il se déploie dans un contexte « Team Europe », dans lequel les États membres et l'Union européenne tentent de travailler mieux et plus ensemble. La Belgique est donc très impliquée dans cette stratégie européenne.

Politiquement, d'ailleurs, **le gouvernement belge soutient le Global Gateway et le cite dans son accord gouvernemental comme l'alternative économique et géopolitique à l'« opportunisme » de la Russie et de la Chine**<sup>13</sup>.

En termes de procédures, depuis octobre 2025, chaque pays membre de l'UE a créé un « Global Gateway Investment Hub », un centre pour l'investissement dans le Global Gateway. Dans le hub belge par exemple, les entreprises belges, les pays partenaires ou les banques de développement pourront proposer des projets « Global Gateway ». Ces projets seront ensuite analysés par l'administration belge, modifiés avec le soutien de la Commission puis soumis au vote de tous les États membres, une fois par an, au sein du Conseil de l'Union européenne. Jusqu'à présent, de source anonyme, trois projets ont été soumis à ce hub belge par trois entreprises belges pour des opérations dans des anciennes colonies belges.

**Ce qui frappe dans la sélection de ces projets, c'est le manque de participation des pays partenaires et de la société civile locale. Par contre, les entreprises européennes sont fortement impliquées dans l'élaboration de la stratégie Global Gateway.** L'Union européenne a créé dès septembre 2023 un groupe de Conseil Global Gateway composé d'entreprises européennes. Là aussi, force est de constater qu'aucune petite et moyenne

<sup>12</sup>

[https://actionaid.org/sites/default/files/publications>Note\\_de\\_orientation\\_%20politique\\_Investir\\_dans\\_le\\_%20changement\\_French.pdf](https://actionaid.org/sites/default/files/publications>Note_de_orientation_%20politique_Investir_dans_le_%20changement_French.pdf)

<sup>13</sup>

[https://www.belgium.be/sites/default/files/resources/publication/files/Accord\\_gouvernemental-Bart\\_De\\_Wever\\_fr.pdf](https://www.belgium.be/sites/default/files/resources/publication/files/Accord_gouvernemental-Bart_De_Wever_fr.pdf), p.200 et 204

entreprise n'est présente mais surtout qu'aucune entreprise non européenne ne fait partie de ce Conseil. Or, les projets Global Gateway se déroulent en dehors du sol de l'Union européenne.

Parmi les membres de ce Conseil, on trouve notamment des entreprises belges ou assimilées telles que Brussels Airlines ou le Port d'Anvers-Bruges, mais aussi d'autres entreprises polluantes (l'entreprise minière Eramet, les sociétés pétrolières Iberdrola et TotalEnergies, etc.) et le lobby européen des grandes entreprises, BusinessEurope. Certains des membres de ce Conseil bénéficient financièrement des projets Global Gateway. Le port d'Anvers-Bruges, par exemple, a bénéficié du marché du port de Cotonou<sup>14</sup> et il a décroché un contrat similaire en décembre 2024<sup>15</sup> pour le port tanzanien de Dar es Salaam.

## Le corridor de Lobito

Un autre projet que la Belgique soutient est le corridor de Lobito. Ce chemin de fer relie les mines du sud-est de la République démocratique du Congo au port de Lobito en Angola. **C'est le pouvoir colonial belge qui a construit cette ligne de chemin de fer afin d'exporter les minerais du sous-sol congolais** vers les ports européens, notamment celui d'Anvers.

Cette ligne de chemin de fer, faute d'entretien, est aujourd'hui lente et peu utilisée pour le transport de marchandises. Car le train de Lubumbashi, capitale minière du Congo, qui passe par Kolwezi (ville minière) et que l'Union européenne (avec le Global Gateway) et les États-Unis cherchent à moderniser, est avant tout un train de marchandises. Il ne connecte pas de villes autres que minières.

D'ailleurs, un journaliste nigérian dira de ce corridor de Lobito en septembre 2024 : « « Si vous placiez une règle sur une carte et traciez une ligne depuis le centre minier congolais de Kolwezi, où la ligne commence, jusqu'au port de Lobito construit par les Chinois, où elle se termine sur la côte ouest de l'Angola, vous auriez quasiment reproduit à la perfection le tracé proposé du corridor de Lobito. **Avec seulement cinq arrêts sur ses 1300 km de longueur, son objectif évident est de transporter les minerais congolais de la mine au port aussi rapidement que possible, et avec le moins de contact possible avec la population locale.** »<sup>16</sup> C'est cette population locale qui est la grande absente de ce projet Global Gateway mais surtout de toute l'idéologie derrière cette nouvelle politique étrangère de l'Union européenne.

<sup>14</sup> <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/la-contribution-belge-fait-de-cotonou-benin-un-port-performant>

<sup>15</sup> [https://www.eeas.europa.eu/delegations/tanzania/global-gateway-eu-and-tanzania-sign-agreement-improve-port-performance-and-enhance-trade\\_en](https://www.eeas.europa.eu/delegations/tanzania/global-gateway-eu-and-tanzania-sign-agreement-improve-port-performance-and-enhance-trade_en)

<sup>16</sup> <https://panafricanreview.com/lobito-corridor-plan-illustrates-stark-poverty-of-american-imagination-in-africa/>

## Conclusion

La population locale, les gouvernements locaux mais aussi les petites entreprises et les fermes locales sont les grandes absentes du projet européen Global Gateway. Sans leurs voix, **les projets Global Gateway portent souvent les traces d'un néocolonialisme à peine voilé**. Le corridor de Lobito est un exemple, tout comme le barrage de Kariba en Zambie<sup>17</sup>, autre projet Global Gateway visant à rénover une construction coloniale britannique<sup>18</sup>.

Pourtant, **les populations locales risquent d'être victimes de ces projets**. À travers la dette, à travers le manque d'amélioration de leurs conditions de vie quotidienne, à travers les conséquences sur leur environnement et les droits humains. Comme le démontre le mémorandum avec le Rwanda, il semble même que le Global Gateway fasse passer les intérêts économiques avant la paix.

Comme le soulignait Paul Kagame, le terme « partenariats » signifie des choses différentes selon les personnes. Il semble que la définition de l'Union européenne ne soit pas la même pour les personnes qui vivent près d'une mine congolaise, d'un barrage zambien ou celles qui travaillent dans les bureaux du port d'Anvers ou du lobby européen des entreprises.

---

<sup>17</sup> <https://www.aljazeera.com/opinions/2024/11/16/zambias-kariba-dam-crisis-is-one-of-inequality>

<sup>18</sup> [https://global-gateway-forum.ec.europa.eu/news/global-gateway-forum-tanzania-secures-funding-eu-and-french-development-agency-kakono-hydropower-2023-10-25\\_en](https://global-gateway-forum.ec.europa.eu/news/global-gateway-forum-tanzania-secures-funding-eu-and-french-development-agency-kakono-hydropower-2023-10-25_en)